En déplacement
Rester encore plus connectée sans me ruiner

Pass Jour à partir de 100 F
Pass Semaine à partir de 600 F
Pass Mois à partir de 2000 F
Souscrivez au #149*31#
ou sur Orange et Moi
Vous rapprocher de l'essentiel
orange

Fraternité Matin

Vendredi 13 octobre 2017 / N° 15 852 www.fratmat.info / FratMat Mobile #129# (Orange CI) Prix: 300 Fcfa • Cedeao : 450 Fcfa • France: 1,70 €

PREMIER QUOTIDIEN IVOIRIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES

Côte d'Ivoire - Brésil

Aloysio Nunes Ferreira, ministre brésilien des Affaires étrangères.

PHOTO : DR

Un partenariat qui se renforce

P. 4

Industrie pharmaceutique

Duncan invite les opérateurs à investir dans le secteur

P. 6

Côte d'Ivoire-Fmi / Banque mondiale

Les raisons d'une bonne coopération depuis 2 011

Pp. 2-3

PHOTO : DR

- *Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly est à Washington où il participe aux Assemblées annuelles des institutions de Bretton Woods.*
- *Appui des États-Unis : L'accord portant sur le MCC va être signé le 7 novembre à Abidjan.*

Boulevard Nangui Abrogoua Après le nettoyage

Les vendeurs ambulants défient les autorités

P. 8

Affrontements communautaires à l'ouest

Guiglo, Bloléquin, une véritable poudrière

Pp. 17-19

Brioche Dorée
1 SANDWICH TOASTÉ ACHETÉ = 1 GRATUIT*
*Offre non cumulable avec toute autre offre en cours, valable sur l'ensemble des sandwichs toastés du 13/10/2017 au 15/10/2017 inclus, dans la limite des stocks disponibles, dans votre restaurant Brioche Dorée PlaYce Marcory et PlaYce Palmeraie à Abidjan sur présentation de ce coupon original.
PLAYCE CÔTE D'IVOIRE VOTRE RENDEZ-VOUS SHOPPING
moov no limit

Assemblées annuelles du Fmi et de la Banque mondiale

La Côte d'Ivoire bénéficie de 315 milliards de FCfa du programme « compact » du MCC : l'accord sera signé le 7 novembre à Abidjan

En attendant la session plénière aujourd'hui, le Chef du gouvernement ivoirien qui est arrivé mercredi aux États-Unis a eu plusieurs séances de travail, hier, avec des partenaires privés et publics.

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly (3e à partir de la gauche), la ministre Kaba Nialé (à gauche) et l'ambassadeur Daouda Diabaté (à l'extrème droite) en compagnie de la délégation du Mcc. (PHOTO : GOORÉ BI HUÉ)

La rencontre que le chef du gouvernement ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a eue avec les responsables du MCC (millennium Challenge Corporation), au siège de l'institution, a été très fructueuse. Parce qu'au terme des discussions, le directeur exécutif par intérim du Mcc, John Nash, a annoncé un appui substantiel du gouvernement américain à la Côte d'Ivoire qui s'élève à 315 milliards de Fcfa. *« Ce financement du gouvernement américain fera l'objet de signature d'accord le 7 novembre prochain, à Abidjan, par le Président Ouattara et les autorités américaines »,* a-t-il souligné. C'est une manne financière qui va contribuer au financement du Pnd, notamment dans ses composantes infrastructures et formation qualifiante des jeunes en vue de leur ouvrir des perspectives d'emploi certaines, a précisé Mocktar Touré, le directeur de cabinet adjoint du Premier ministre et coordonnateur du suivi des indicateurs du Mcc. Cet appui américain désigné sous le vocable *« compact Mcc »* va rassurer les investisseurs privés américains et les mobiliser à investir en Côte d'Ivoire.

Arrivé dans la nuit de mercredi, à Washington DC (États-Unis d'Amérique) à la tête d'une forte délégation pour participer aux Assemblées annuelles du Fmi et de la Banque mondiale, le Premier ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a pris part ce matin à la session d'ouverture plénière desdites Assemblées. Et de 15h à 16h, au siège de la Banque, il participera au Sommet du capital humain, présidé par Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale. Sommet qui aura pour thème : *« S'engager à agir pour la croissance économique »*.

Faut-il le rappeler, la croissance économique forte et durable est l'un des facteurs clés du développement en général d'un pays, et en particulier du développement humain. Surtout quand celle-ci est inclusive, c'est-à-dire si les fruits de cette croissance sont judicieusement investis dans des projets productifs et à impacts sociaux réels.

Au cœur des préoccupations, le financement du Pnd 2016-2020

Pour la Côte d'Ivoire qui, depuis 2012, affiche un taux de croissance économique positif oscillant entre 8 et 9% et s'est engagée dans des investissements visant à améliorer le bien-être des populations sans exclusive, ce sommet s'inscrit parfaitement dans la vision et les actes que posent au quotidien le Chef de l'État, Alassane Ouattara, et le gouvernement sous la conduite du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.

En attendant d'y revenir dans les moindres détails dans notre édition de demain, il convient de souligner que le Chef du gouvernement qui participe à ces Assemblées annuelles d'autonome 2017, avec à ses côtés, entre autres, les ministres Kaba Nialé (Plan et Développement), Adama Koné (Economie et Finances), Thierry Tanoh (Pétrole, Énergie et Développement des énergies renouvelables), et le Secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, est dans la capitale américaine pour poursuivre des discussions avec les deux institutions de Breton Woods relativement à leurs appuis à la Côte d'Ivoire, et principalement dans les projets intégrés dans le Plan national de développement (Pnd 2016-2020). Plan dont la finalité est d'arriver à faire de la Côte d'Ivoire, dans un proche avenir, une nation émergente, c'est-à-dire une nation où le niveau de vie des populations s'est nettement amélioré et la classe moyenne, développée. Toutes choses qui favorisent une croissance de la demande de biens manufacturés et ce faisant, le développement du tissu industriel national.

Bien avant la session plénière de ces Assemblées annuelles et le sommet sus-indiqué, c'est par des audiences que le Premier ministre a débuté la journée d'hier à *Watergate hotel*, le complexe hôtelier qui accueille la délégation ivoirienne. Dans ce cadre, il a reçu Sunil Kaushall, directeur régional de la Standard Chartered Bank.

Point de la coopération avec la Miga et MCC

La première rencontre hors de son hôtel, le Premier ministre l'a eue au siège de la Banque mondiale, avec Mme Keiko Honda, directrice du Guichet Miga de la Banque mondiale (Agence multilatérale de garantie des investissements) dont les engagements en Côte d'Ivoire s'élèvent à 878 millions de dollars américains, soit environ 517 milliards de FCfa depuis 2011. Structure spécialisée du groupe de la Banque mondiale, la Miga assure la garantie des investissements directs étrangers (Ide) dans les pays en développement afin de favoriser la croissance économique, réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations. Elle soutient les investissements qui contribuent au développement, en offrant des garanties contre les risques politiques, lesquels peuvent se manifester sous la forme d'inconvertibilité des monnaies et de restriction aux transferts, d'expropriation, de guerre, de terrorisme et de troubles civils, de rupture de contrat, de non-respect des obligations financières souveraines.

En Côte d'Ivoire, elle s'est engagée à participer au financement de projets majeurs, notamment la construction de la centrale électrique d'Azito depuis 2013 pour environ 58 milliards de FCfa sur 20 ans, le projet d'exploitation du bloc CI-27 (en 2013) pour 218,5 milliards de Fcfa, la construction du pont Henri Konan Bédié (une fierté ivoirienne en plus de faciliter la mobilité dans la capitale économique du pays) pour 124 milliards de FCfa, le projet du train urbain d'Abidjan qui tient à cœur au Chef de l'État, le Président Alassane Ouattara. La Miga garantit également des financements dans le secteur de l'éducation avec le projet de construction de l'université de San-Pedro, et le secteur industriel avec la transformation des produits agricoles comme le cacao pour lequel la Côte d'Ivoire aspire à transformer sur place au moins la moitié de sa production, et l'anacarde. Compte tenu de l'ambition du Gouvernement de faire de la Côte d'Ivoire une nation émergente à l'horizon 2020 ; ambition traduite dans le Plan national de développement (Pnd 2016-2020) d'un coût global de 30 000 milliards de FCfa, financé à hauteur de 40% par l'État et 60% par le secteur privé, le Miga entend augmenter ses financements. Surtout parce que l'impact des financements et la mise en œuvre du Pnd aura un impact sur l'ensemble de la sous-région ouest africaine. Elle n'exclut pas aussi d'étendre ses financements aux projets portés par les entreprises nationales ivoiriennes de taille moyenne (Pme). Rappelons à toutes fins utiles que la Banque mondiale appuie la Côte d'Ivoire à travers la Miga, la Sfi (société financière internationale, l'IDA (association internationale de développement). Et que la Banque mondiale s'était engagée lors du Groupe consultatif organisé à Paris les 17 et 18 mai 2016, dans le cadre de la mise en œuvre du Pnd, à contribuer au financement du Pnd 2016-2020 à hauteur de 5000 milliards de FCfa, soit le tiers des intentions de financement affichée par plus d'une vingtaine de partenaires techniques et financiers.

Le Premier ministre a terminé sa journée d'hier, comme susmentionné, en rencontrant John Nash, directeur exécutif par intérim du MCC (millennium Challenge Corporation). ■

GOORE BI HUÉ
ENVOYÉ SPÉCIAL À WASHINGTON DC

• Côte d'Ivoire – Fmi

Voici ce qui fonde la bonne coopération depuis 2 011 !

Le Premier ministre ivoirien est à Washington D.C pour participer aux Assemblées annuelles mais et surtout pour poursuivre des discussions avec les responsables des deux institutions de Bretton Woods sur leur appui à la mise en œuvre du Pnd 2016-2020. Il s'agit, pour lui, également d'échanger sur des programmes qui lient son pays à la Banque mondiale et au Fmi.

Ces deux poids lourds de la communauté financière internationale n'ont de cesse de décerner de satisfecit à l'endroit des autorités ivoiriennes. La note sur la coopération entre la Côte d'Ivoire et le Fmi qui a sanctionnée, le 3 octobre dernier, la dernière mission de revue du Fonds ayant séjourné à Abidjan, le prouve. « *La gouvernement s'est engagé à poursuivre avec le Fmi, notamment la conclusion d'un nouveau programme économique et financier 2016-2019 au titre de la Facilité élargie de crédit couplée avec le mécanisme élargi de crédit (Medc) approuvé le 12 décembre 2016 par le Conseil d'administration »,* lit-on dans cette note. Elle précise que ce programme vise à soutenir la réalisation des objectifs du Pnd 2016-2020, à travers la mise en œuvre de politiques structurelles de grande ampleur en vue de préserver la marge de manœuvre budgétaire de l'État par le maintien de la soutenabilité de la dette, renforcer la gestion des finances publiques et des entreprises publiques ainsi que le climat des affaires nécessaire au développement du secteur privé, d'assainir et développer le secteur financier, et de renforcer l'appareil statistique.

Cette seconde revue d'octobre 2017 (intervenue après celle du 22 mars au 06 avril dernier), a révélé une bonne exécution par le gouvernement, du programme qui avait été convenu au premier trimestre, avec en prime, le respect de tous les critères de performance et les repères indicatifs. Le gouvernement, sous la houlette du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, a réussi en plus à mettre en œuvre l'ensemble des repères structurels, conformément aux engagements pris lors de la première revue de mars-avril. La mission s'est félicitée par ailleurs de la volonté des autorités ivoiriennes de réduire progressivement le déficit budgétaire (autour de 4%) pour atteindre la norme communautaire de l'Uemoa qui est de 3% du produit intérieur brut (Pib). Et ce, grâce à l'accroissement des recettes publiques de l'État, rationalisa- tion des dépenses publiques, et une gestion plus efficace des risques budgétaires. Dans ce cadre, le gouvernement va adopter des plans d'action visant à rationaliser les exonérations fiscales pour accroître les recettes fiscales de l'État, et à améliorer

Séance de travail entre la délégation du Premier ministre et le Mcc à Washington D. C. (PHOTOS : G. B. H)

le suivi des marchandises en transit pour capter des droits de douanes qui se perdraient éventuellement dans les méandres de la corruption ou de toutes autres pratiques frauduleuses. Les autorités du pays n'entendent pas lésiner sur des mesures additionnelles pouvant aider à une meilleure promotion de l'investissement privé et du secteur financier en Côte d'Ivoire.

Comme quoi, le Fmi et la Côte d'Ivoire sont en phase. Pouvait-il en être autrement quand on sait que notre pays entretient depuis toujours de bonnes relations avec les institutions multilatérales, notamment le Fmi ? Lequel a, depuis 2002, signé et mis en œuvre plusieurs programmes économiques et financiers avec le pays, dont le programme triennal 2011-2015, appuyé par la facilité élargie de crédit (Fec) conclu le 4 novembre 2011.

Il ressort des différentes évaluations, la parfaite réussite par le gouvernement ivoirien, de la mise en œuvre dudit programme à travers des réformes structurelles de grande ampleur dans les finances publiques, l'énergie, l'agriculture, et l'environnement des affaires. Ce qui a permis d'asseoir une meilleure gouvernance dans ces secteurs, améliorer leur efficacité et de parvenir à de bonnes performances. Au plan macroéconomique, le pays a retrouvé le chemin de la croissance positive, passant de -4,2% en 2011 à un taux moyen de croissance du Pib variant entre 8 et 9%, avec un Pib par habitant qui s'est accru de plus de 30% sur la période. En outre, l'État est parvenu à maîtriser les équilibres internes et externes. Autant de performances, impulsées par la bonne gouvernance, qui ont permis à la Côte d'Ivoire de bénéficier de 728,84 millions de dollars au niveau du Fec 2011-2015, et de lever d'importants autres fonds (eurobond et autres financements) sur le marché international à des taux d'intérêt compétitifs. Ce sont-là des signaux encourageants pour un pays, une nation qui se veut émergente. Et qui, pour ce faire, doit certes compter sur ses ressources propres, mais également bénéficier de l'assistance technique et financière des partenaires extérieurs.

Le Fmi s'est aussi engagé à accompagner, de façon soutenue, la Côte d'Ivoire à cause des efforts entrepris par le gouvernement, en dépit des contraintes majeures qui sont les siennes dans un contexte socio-économique post-crise, de maîtriser la dette publique afin qu'elle soit et demeure soutenable. C'était un challenge après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative Ppte, le 26 juin 2012, ayant permis de réduire de façon considérable le stock de la dette publique de 69,9% du Pib en 2011 à 33,9% en 2012. Car, la tentation pouvait être forte d'endetter le pays à tout vent et hypothéquer ainsi l'avenir du pays. Ce qui n'est pas le cas, puisque la dette reste soutenable. Voici, entre autres, ce qui encourage le Fmi et la communauté financière internationale à soutenir le gouvernement ivoirien dans ses efforts. ■

GOORÉ BI HUÉ
DEPUIS WASHINGTON DC

Adama Koné partage l'expérience ivoirienne

Le ministre Adama Koné (3e à partir de la gauche) et ses collaborateurs ont échangé avec le Département des Statistiques du Fmi. (PHOTOS : D.R)

Le ministre de l'Économie et des Finances a pris part à un important symposium sur le financement des infrastructures en Afrique à partir des capitaux privés.

Au cours de ces dernières années, sous l'impulsion du Président Alassane Ouattara, la Côte d'Ivoire a diversifié ses instruments de financement des infrastructures publiques. Parmi ceux-ci, le recours au capitaux privés. Cette expérience réussie a été partagé aux assemblées annuelles du Fmi et de la Banque mondiale au cours d'un symposium, le 11 octobre, sur le financement des infrastructures en Afrique à partir des capitaux privés.

Le représentant de la Côte d'Ivoire, le ministre de l'Économie et des finances, Adama Koné, a expliqué l'opération telle que c'est mené en Côte d'Ivoire et présenté quelques-uns des ou-

Il a également pris part au symposium de l'Institut financier international sur le Compact pour l' Afrique, une initiative du G20.

vrages réalisés grâce à ce mode de financement. Il a cependant mentionné, lors du panel de haut de niveau qu'il a co-animé avec son collègue du Rwanda et un représentant du ministre des Finances de l'Éthiopie, les besoins importants en infrastructures du continent, les ressources potentielles disponibles, les contraintes pour les mobiliser avant de proposer quelques solutions à explorer.

Auparavant, le ministre Adama Koné a eu une rencontre avec le Directeur du département des statistiques du Fonds monétaire international, entouré de ses principaux collaborateurs le mardi 10 octobre.

Les échanges ont permis de passer en revue l'état de la mise en œuvre des recommandations des mesures d'assistance technique d'une part et d'examiner les besoins exprimés par la Côte d'Ivoire en matière de renforcement des capacités d'assistance technique d'autre part.

Étaient présent à cette rencontre aux côtés du ministre Adama Koné, le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique, Assahouré Konan Jacques ; Vakaramoko Doumbia directeur général adjoint de l'Économie et le directeur de cabinet du ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly.

Par ailleurs, à l'invitation de son collègue du Ghana, le ministre de l'Économie et des Finances ivoirien a participé à un déjeuner-débat. L'on comptait au nombre des participants, les représentants de l'Allemagne, de la Tunisie et de l'Éthiopie. ■

DAVID YA
(SOURCE : SERVICE COM MEF)